

Accident de camion en Vallée d'Aspe : la colère des élus locaux



L'accident de camion survenu lundi et qui a coûté la vie au chauffeur espagnol relance le débat sur la dangerosité des camions sur la RN 134

GBOENNEC

Publié le 28 août 2018 à 18h25, modifié le 29 août 2018.

Après la chute d'un camion au Portalet, sur la RN 134, resurgit le débat sur la dangerosité de la nationale qui mène au Somport. A Borce, l'adjoint au maire est même prêt à prendre un arrêté municipal pour interdire la circulation des poids lourds

C'est un accident de plus qui s'ajoute à la liste déjà longue des problèmes liés aux poids lourds sur la route nationale 134. Le renversement d'un camion lundi après-midi à Etsaut réveille fatalement la grogne des habitants de la vallée et de leurs maires.

Si tous déplorent le décès du chauffeur, chacun trouve à redire sur la situation actuelle de l'axe européen A7, sur lequel débouche le tunnel du Somport. A Borce le maire adjoint qui fait face à « une population excédée », a prévu **une réunion publique samedi, pour décider de la prise d'un arrêté municipal qui interdirait la circulation de poids lourds dans le village**. Si la mesure en elle-même est légalement vouée à l'échec, un maire ne pouvant prendre un arrêté municipal concernant une route nationale, Didier Bayens souhaite alerter l'Etat. « On ne veut pas être une population sacrifiée » car pour lui, outre la dangerosité de la route et les adaptations manquantes, ce sont les matières que l'on y fait circuler qui posent problème. A tel point que **l'élue envisage de porter plainte contre l'Etat qui accepte de laisser circuler des matières hautement dangereuses dans le bourg**. Même son de cloche chez Elisabeth Médard maire d'Etsaut. « Les camions et le transport de matières dangereuses sont toujours autorisés et c'est proprement scandaleux ». L'élue se dit ouverte à la discussion pour trouver une solution « mais il faut que tout le monde mouille la chemise ».

Pour Hervé Lucbéreilh, maire d'Oloron « il faut que les pouvoirs publics s'interrogent sur la modernisation de la route ou l'interdiction du trafic ». Pour lui **la route nationale en cause est aujourd'hui « un chemin de noisetiers »** non adaptée à la circulation des poids lourds alors que « l'Espagne de son côté a réalisé des aménagements remarquables ». Pour lui la solution réside dans la mise en place d'un partenariat privé-public « pour réaliser les aménagements nécessaires dans des délais raisonnables, peu importe le coût ».